

*L'habitation*

payer un loyer mensuel de \$140 dans une maison que, grâce au programme d'aide à l'acquisition d'une maison, elle pourrait acheter en faisant des paiements de \$47 ou \$57 par mois, principal et intérêt compris. J'espère que cette femme pourra se prévaloir des avantages du programme et que cette aide sera rétroactive au mois de juillet, bien qu'à cette date la loi ne fût pas encore en vigueur.

Il faut féliciter le ministre de prévoir une aide, jusqu'à concurrence de \$600, par ou en vue de diminuer les intérêts que payent les Canadiens qui profitent des avantages du programme. Même ainsi, de nombreux Canadiens, obligés d'acheter une maison, doivent faire des paiements mensuels énormes. Personnellement, j'ai eu la chance de construire une maison, avec l'aide de la Société centrale, à une époque où les taux d'intérêt n'étaient pas modifiés tous les cinq ans. Je paie toujours 6 p. 100 et je fais de mon mieux pour effectuer régulièrement mes paiements et rester ainsi le propriétaire de ma maison.

Le bill prévoit une aide pour l'installation d'usines de traitement des eaux d'égout. Cette mesure aidera la partie du Canada qui m'est la plus chère, les régions rurales. Lorsque mes collègues parlent de logement, je pense au jeune et éminent président de la Société centrale, que j'ai eu le privilège de rencontrer deux ou trois fois et de voir à la tribune. Je le répète, les régions rurales ont au moins autant d'importance que la jungle de béton. J'espère que la société continuera d'offrir une aide financière aux habitants des régions rurales, peut-être moins à l'aise que leurs compatriotes de la ville. Je tenais à parler en leur faveur, monsieur l'Orateur. On a dit que 75 p. 100 de notre population vit dans les villes, dans les centres urbains tentaculaires, comme on les appelle. Les 25 p. 100 qui vivent dans le reste du pays ont du mal à s'en sortir. Il faudrait songer à leur offrir une aide spéciale.

Les députés savent peut-être que j'ai travaillé pendant de longues années pour les pouvoirs publics, mais à un autre niveau, c'est-à-dire à l'échelon municipal. J'ai fait partie pendant 30 ans, du conseil municipal d'une petite ville. Je m'intéresse toujours aux conseils municipaux, et je sais qu'ils ont du mal à collecter les taxes nécessaires pour assurer les services requis.

À ce propos, j'avais recommandé il y a quelques années à l'Association ontarienne des maires et présidents de conseils municipaux—et cette proposition a été portée à l'attention du gouvernement fédéral récemment—que l'on pense non seulement à ceux qui cherchent une maison, mais aussi à ceux qui sont propriétaires et qui font tout ce qu'ils peuvent pour conserver leur maison, malgré le coût des rénovations et des taxes municipales. Je le répète, il est injuste d'imposer une taxe. Pourquoi celui qui paie des taxes municipales doit-il payer un impôt sur le montant de cette taxe? C'est contraire au bon sens. Il y aurait à cela une raison. Et je suis persuadé que des personnes fortunées, tant à la Chambre qu'à l'extérieur paient de \$1,000 à \$2,000 par année en taxes municipales. Mais il y en a beaucoup, comme moi, qui habitent une maison modeste et paient \$400 ou \$500 de taxes par an. Si le gouvernement permettait de déduire, aux fins de l'impôt sur le revenu, une tranche maximale de \$500, par exemple, des taxes municipales qui ont été payés, cela aiderait beaucoup les contribuables qui n'ont guère les moyens de payer beaucoup d'impôts et taxes de toutes sortes. Cette mesure les soulagerait. Le Parlement devrait envisager cette solution.

Comme je l'ai déjà déclaré à la Chambre à diverses reprises, une certaine fraction des intérêts hypothécaires devrait être déductible du revenu imposable. Cela aiderait

les personnes qui le veulent à acheter une maison et à la garder. On entend parler de certaines personnes qui achètent une maison et ont des paiements de \$400 à \$500 par mois. C'est renversant, et tout à fait ridicule. Pour ma part, mon hypothèque me coûte \$98 par mois. Initialement, je pense que le montant de l'hypothèque était de \$13,000; aujourd'hui, cela ne permet guère d'acheter autre chose qu'un garage pour deux voitures.

• (1620)

Il faudrait faire quelque chose pour aider ceux qui habitent les régions rurales. Le ministre précédent nous promettait avec éloquence des logements spéciaux pour ceux qui habitent les régions rurales du Canada et les autochtones. J'aimerais savoir combien on a consacré d'argent aux logements de ce genre. Je voudrais maintenant parler d'une autre question importante, soit des restrictions visant la construction imposées dans les régions rurales. Il est impossible d'obtenir l'approbation de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour des prêts dans les localités où il n'y a pas de système d'égout. Dans bien des régions du Canada, les fosses septiques suffisent aux besoins. Je ne vois pas pourquoi on ne prévoirait pas de disposition spéciale pour en tenir compte.

Je prie donc le ministre de discuter de la question avec les agents de la Société pour voir si l'on peut faire quelque chose pour fournir des logements dans les régions rurales. Les terrains y coûtent beaucoup moins cher. Dans la région de Toronto, personne ne s'étonnera de devoir payer \$20,000 pour un terrain grand comme la main. Cependant, il y a des terrains à vendre dans les régions rurales du Canada. Du moins, je sais que c'est le cas dans ma circonscription de Parry Sound-Muskoka. En toute justice, je dois avouer que bon nombre des problèmes qui entravent la construction de maisons ne dépendent pas du ministre. Ils dépendent du gouvernement ontarien et des autres gouvernements provinciaux. Je suis prêt à l'admettre.

Il faudrait accélérer le système de façon qu'on puisse vendre des terrains dans les petites villes. J'ai signalé à plusieurs reprises que beaucoup de retraités vivent dans des villes comme Toronto et Montréal. Ils étaient à l'aise quand ils travaillaient et recevaient des traitements élevés, mais une fois à la retraite, il leur est difficile de vivre dans ces régions où les taxes sont très élevées. Dans bien des cas, ces personnes seraient heureuses de pouvoir déménager dans une région où le climat est raisonnable, le rythme de vie moins rapide et l'existence paisible. Elles seraient probablement plus heureuses et vivraient beaucoup plus longtemps. Je vois que le ministre des Postes (M. Mackasey) est d'accord. Bien des Montréalais seraient heureux de quitter Montréal et de s'installer dans une région rurale.

J'admets que la solution du logement subventionné doit s'imposer de plus en plus. Cependant, je signale au député de Broadview que bon nombre des municipalités ont des logements sociaux. Dans ma région, par exemple, le gouvernement provincial n'interviendra que sur demande. Or, bon nombre de conseils municipaux s'en abstiennent. Je pense notamment à un conseil de ma région qui affirme ne pas vouloir de subventions au logement parce qu'il envisage de construire ses propres maisons. J'ai à l'esprit un fonctionnaire municipal qui est entrepreneur. Mais celui-là, je prends son opinion avec un grain de sel. Un grand nombre de municipalités devraient s'adresser à la Société d'habitation de l'Ontario et à la SCHL. Ce serait une façon d'accroître considérablement la proportion de logements subventionnés. Nous devons, j'en conviens avec